

### **Question Q1 : Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?**

Le tarif de 3 € TTC est basé sur celui pratiqué par les plateformes dévolues à l'expédition de biens, plateformes bénéficiant de grilles tarifaires sans aucune comparaison avec les points de vente physiques. Si cette loi veut remplir son rôle, à savoir corriger la distorsion de concurrence sur ce sujet spécifique des expéditions, il est évident que les points de vente physiques ne pourrons pas suivre ce tarif.

Pour un ouvrage coûtant 20 €, le librairie touche en moyenne 7,4 € de marge.

Si le tarif d'expédition est de 3 € mais que le librairie paie 4,95 €, la marge descend à 5,45 €

Avec ces 5,45 € il va falloir qu'un libraire traite la commande, effectue l'emballage et dépose le colis.

Bref, nous ne pouvons gagner d'argent, si nous n'en perdons pas.

Il convient de se baser sur les tarifs que nous, libraires ayant un point de vente, aurons à assumer, à savoir 4,95 € TTC.

L'enjeu de cette loi est de choisir qui a le plus de savoir-faire et d'éthique sociale dans la filière du livre : le libraire ayant une présence physique sur son territoire, employant des personnes qualifiées, ayant un rôle culturel, social et économique ou une plateforme sans plus-value sociale, « optimisant » ses revenus et socialement désastreuse ?

### **Question Q2 : Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?**

L'expédition d'un colis ce sont des personnes qui préparent, et d'autres qui acheminent. Est-ce que l'implication de ces personnes vaut 0,01 € ? Est-ce que le client ne peut pas participer de cet effort collectif ?

Est-ce que nous vivons encore dans un monde où l'idée de se faire expédier un colis ne peut coûter que 0,01 € ?

La réponse ne peut pas être positive. Le travail a une valeur, le service a un coût. Et à ce titre le client se doit d'y participer. Je propose donc une valeur minimale maintenue à 4,95 € comprenant les frais de préparation et d'expédition.

### **Question Q3 : Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?**

25 € correspondent à un beau livre de moyenne taille, un gros roman ou deux moyens, ou encore 3/4 livres de poche. Si la somme est modique, le poids du colis ne le sera pas. Il est donc très probable que le coût d'expédition soit au minimum de 8 € pour le libraire.

25 €, cela représente une marge de plus ou moins 9 € pour un libraire indépendant. Accepteriez-vous de travailler pour gagner 1 € à la fin de la commande ? Sachant qu'il nous faut payer pour l'entretien de notre portail de vente en ligne, notre nom de domaine...

Une fois de plus, ce choix de 25 € correspond aux arrangements commerciaux des grandes plateformes. Une fois de plus, aucune distorsion de concurrence ne sera traitée en faisant ce choix de 25 €.

Je vais donc répéter ma réponse à la Q2 : l'expédition d'un colis ce sont des personnes qui préparent, et d'autres qui acheminent. Est-ce que l'implication de ces personnes vaut 0,01 € ? Est-ce que le client ne peut pas participer de cet effort collectif ?

Est-ce que nous vivons encore dans un monde où l'idée de se faire expédier un colis ne peut coûter que 0,01 € ?

Le travail a une valeur, le service a un coût. Et à ce titre le client se doit d'y participer. Je propose donc que la grille tarifaire choisie par le fournisseur (Colissimo dans mon cas), soit celle qui sera appliquée aux clients.

**Question Q4 : Que pensez-vous des différentes précisions d'application envisagées ?**

J'émet des réserves quant au traitement des points de retrait autres que les points de vente de livres. Dans les territoires ruraux, ces points de retrait sont pensés pour éviter aux clients de faire beaucoup de route pour un ouvrage. Ces derniers sont approvisionnés lors de déplacements liés à l'activité de la librairie (1 fois par semaine voire moins), et sont un service essentiel pour essayer d'atteindre les déserts culturels.

Faire payer ce service revient à sanctionner des personnes qui, acceptant un service lent, ont accès aux mêmes prix que les clients pouvant venir au magasin. Si ces derniers sont pressés, ils prennent un Colissimo et le paient.

**Question Q5 : Merci de faire part de toute remarque ou suggestion qui vous semble pertinente sur l'ensemble des propositions contenues dans ce document.**

Vous avez l'occasion de légiférer pour un autre accès à la culture, pour donner le signe fort de votre soutien aux points de vente, au travail accompli par ces derniers. Vous avez l'occasion de dire et reconnaître l'importance des librairies physiques pour leur rôle culturel et social. Vous avez l'occasion de dire quel monde doit être le notre : celui des plateformes ou celui des humains ?